



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

## Ressources - Modalités d'attribution de la part complémentaire à la filière artistique - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 11123 en du 8 octobre 2012, le versement d'une part complémentaire du régime indemnitaire liée aux résultats et à la valeur professionnelle, appréciée notamment lors de l'entretien professionnel annuel, a été instauré.

Le Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) a été mis en place à compter de juillet 2022 par délibération n°M2022-63 adoptée en Conseil de Métropole du 22 mars 2022.

Les agents de la filière artistique des cadres d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique et assistants territoriaux d'enseignement artistique n'étant pas éligibles au RIFSEEP, la délibération susvisée prévoit en son article 3.2 que la Part complémentaire du régime indemnitaire (PCI) applicable aux professeurs et assistants d'enseignement artistique au sein de la Métropole soit maintenue, selon les montants et modalités de versement alors en vigueur.

Dans ce cadre, il convient de rappeler les modalités d'attribution.

Le versement de cette part complémentaire du régime indemnitaire concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés des cadres d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique et assistants territoriaux d'enseignement artistique, bénéficiant d'un entretien professionnel pour l'année N-1. Sont pris en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs ;
- Les compétences professionnelles et techniques ;
- Les qualités relationnelles ;
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Cette part sera réduite à proportion de la présence effective de l'agent sur l'année N-1, exclusion faite des positions hors activités (congé parental, disponibilité, détachement et mise à disposition vers l'extérieur, ...).

En application des articles L.612-1 et L.613-3 du Code général de la fonction publique, le versement de cette part sera proportionnel à la durée du service effectué pour les agents exerçant leur activité à temps partiel et/ou à temps non complet sur la période de référence calcul de la part complémentaire.

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur la base d'un montant médian de 300 euros bruts par agent. Une enveloppe complémentaire pourra faire l'objet d'un examen annuel dans le cadre d'un règlement d'application. Les montants individuels pourront être attribués entre 0 € et 600 €.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Afin de respecter le lien entre les entretiens professionnels et le versement de la prime, le complément indemnitaire sera versé chaque année sur les paies de mai de l'année N.

Le comité social territorial de la Métropole a été consulté pour avis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement de cette part complémentaire du régime indemnitaire à l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés des cadres d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique et assistants territoriaux d'enseignement artistique, bénéficiant d'un entretien professionnel pour l'année N-1 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-226241-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.